République du Séngégal
Un Peuple -Un But - Une Foi

Ministère de l'Économie,
des Finances et du Plan

Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

DONNEES CONSOLIDEES 2017

Table des matières

I. CHIFFRES CLES 5
1.1. Evolution de l'effectif des SFD et du nombre de points de services 6
1.2. Pénétration du secteur de la microfinance 7
1.3. Gouvernance des SFD 8
II. ANALYSE DES INDICATEURS DU BILAN DES SFD 9
2.1. Dépôts 9
2.2. Emprunts 10
2.3. Fonds propres 10
2.4. Crédit 11
2.4.1. Production annuelle de crédit 11
2.4.1.1. Répartition des crédits par secteur d'activités 12
2.4.1.2. Répartition des crédits selon leur objet 13
2.4.2. Encours de crédit 13
2.5. Immobilisations 15
2.6. Total bilan 16
III. CONTRIBUTION A L'ECONOMIE 17
3.1. Financement de l'économie 17
3.2. La valeur ajoutée des SFD et sa contribution au PIB 17
3.3. Salaires versés par les SFD 18
3.4. Impôts versés par les SFD 19
IV. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT 20
4.1. Charges 20
4.2. Produits 21
4.3. Analyse des provisions 21
4.4. Résultats des SFD 22
V. ANALYSE PAR GROUPES DE PAIRES DES INDICATEURS CLES 23
5.1. En fonction de la taille du SFD 23
5.2. En fonction de la forme juridique 25
VI. ANNEXES 27

Liste des tableaux

Tableau 1 : Chiffres clés du secteur 6
Tableau 2 : Évolution du nombre de SFD 7
Tableau 3 : Evolution du nombre de d'employés et des membres d'organes des SFD 8
Tableau 4 : Evolution de la contribution des SFD à la collecte de l'épargne des ménages 9
Tableau 5 : contribution des SFD à la création de richesse 18
Tableau 6 : Evolution et réparation des charges 20
Tableau 7 : Evolution et répartition des produits 21
Tableau 8 : Dotations et reprises des provisions 22

Liste des figures

Figure 1 : Répartition du sociétariat dans la zone UEMOA 5
Figure 2 : Répartition des encours de crédit et d'épargne des Etats membres de l'UEMOA en 2017 6
Figure 3 : Evolution du taux de pénétration du secteur de la microfinance 7
Figure 4 : Évolution de l'encours d'épargne en milliards FCFA 9
Figure 5 : Évolution des emprunts des SFD en milliards FCFA 10
Figure 6 : Évolution des fonds propres et poids de ses principales composantes 11
Figure 7 : Évolution de la norme de capitalisation 11

Liste des annexes

Annexe 1: Principaux indicateurs du secteur de la microfinance 27
Annexe 2: Données désagrégées par genre de quelques indicateurs 28
Annexe 3 : Agrégats macro-économiques des SFD 29
Annexe 4 : Production de crédit selon l'objet et le secteur d'activités 29
Annexe 5 : Emploi et gouvernance des SFD 30

RESUME

En 2017, le secteur de la microfinance a connu une évolution positive pour l'ensemble de ses indicateurs clés. Il compte un effectif de **387 SFD** dont **268** en activité[1], **886 points de services** et **4 490 employés**.

Le nombre de membres ou clients est estimé à **2,8 millions**, soit une hausse de **9,4%** par rapport à 2016 et représente **19%** de la population totale. Cette évolution notée est due, en partie, à la progression relevée chez le nombre de personnes morales qui a crû de **20,7%**.

S'agissant des indicateurs bilanciels, les dépôts ont enregistré une hausse de **8,3%** et se sont établis à **309,5** milliards à fin 2017, ce qui représente **2,5%** du Produit Intérieur Brut. Parallèlement, les emprunts ont augmenté de **3,2%**, passant de **64,3** milliards en 2016 à **67, 5** milliards en 2017. Les fonds propres ont été de **119** milliards, après une hausse de **16 milliards** un an auparavant ; ce qui a porté le taux de capitalisation à **21%** pour une norme réglementaire de **15% minimum**. De plus, pour la 3ème année consécutive, le secteur enregistre un résultat excédentaire qui s'est établi à **5,7 milliards** à fin 2017.

Du côté de l'actif, une évolution fulgurante a été notée au niveau de l'encours de crédit et des immobilisations. En effet, l'encours de crédit du secteur a enregistré une hausse de **12%** par rapport à 2016, avec un total de **371** milliards en 2017. Le montant des crédits détenus par les personnes morales a évolué de +**2%** mais celui en possession des personnes physiques demeure prépondérant (84% du montant global).

L'évolution de l'encours de crédit reste tributaire de la forte production de crédit en 2017, passant de **386 milliards** en 2016 à **430 milliards en 2017**, soit une augmentation de 11,4%. La répartition de cette production, selon le secteur d'activités, met en exergue la prépondérance des activités de « commerce, restauration l'hôtellerie » qui ont mobilisé **56,1%** du montant total des crédits accordés en 2017. Les montants octroyés aux bénéficiaires ont servi principalement à financer les besoins de trésorerie (43% du montant global).

Le total bilan a connu une hausse considérable entre 2016 et 2017, passant de **473,7 milliards** à **525,5 milliards**, soit une progression de 11%.

[1] Les SFD en activité font référence aux institutions qui ne sont pas sous procédures de retrait d'agrément.

Au vu des indicateurs macroéconomiques, les SFD concourent à hauteur de **52** milliards à la valeur ajoutée globale de l'économie, représentant **0,4%** du PIB et **17%** de la richesse engendrée par tout le secteur financier. L'encours total de crédit, rapporté au PIB, fait ressortir le taux de financement de l'économie par les SFD de l'ordre de **3%**. Néanmoins, la part du volume total des crédits détenus par les bénéficiaires sur le crédit intérieur a baissé d'un point de pourcentage en se situant à **7,4%** en 2017.

Les salaires versés par le secteur ont connu une baisse de **1,1%** en 2017 en s'établissant à **26,7** milliards. Parallèlement, il est noté une hausse du montant des impôts qui ont crû de **31%**, atteignant **2,4** milliards en 2017.

L'analyse du compte de résultat agrégé des SFD fait paraitre un excédent de **5,7 milliards** en 2017 contre **5,3 milliards** en 2016. Toutefois, le rapport des produits et charges d'exploitation révèle une rentabilité insuffisante des SFD, avec un **taux d'autosuffisance de 110% inférieur à la norme réglementaire de 130%**. Cette situation s'explique, entre autres, par une croissance des charges (**10%**) plus forte que celle des produits (**8,5%**).

Selon la segmentation du secteur, les SFD visés à l'article 44[2] de la loi 2008-47 enregistrent respectivement **89%**, **96%** et **94%** du sociétariat, des dépôts et de l'encours de crédit. Leur résultat est ressorti à **6** milliards en 2017.

[2] Il s'agit des SFD ayant enregistré un encours de crédit ou d'épargne supérieur à 2 milliards sur deux années successives.

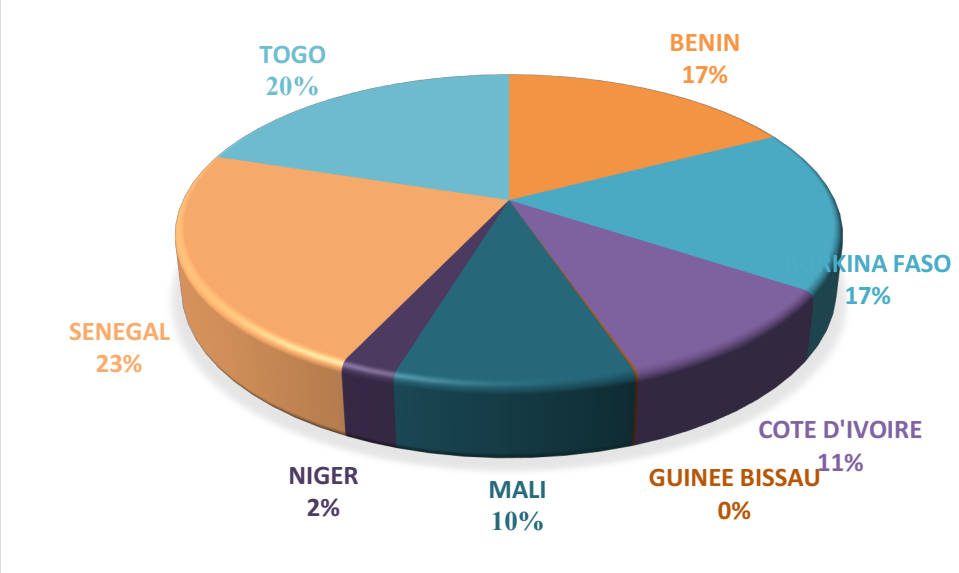
I. CHIFFRES CLES

Encadré 1 : Situation de la microfinance dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine

En 2017, la situation des SFD dans la sous-région est marquée par une réduction du nombre d'institutions agréées. Ce nombre, en baisse de 13%, s'est établi à 613 SFD. Au même moment, la population bénéficiaire a connu une hausse de 10% pour se situer à environ 11 millions. Cet accroissement est porté par une évolution positive du sociétariat au Burkina Faso (16%), au Sénégal (14%) et au Togo (13%).

Il est constaté, en outre, que le Sénégal domine le secteur en concentrant 22,9% des membres ou clients de l'union.

Figure 1 : Répartition du sociétariat dans la zone UEMOA

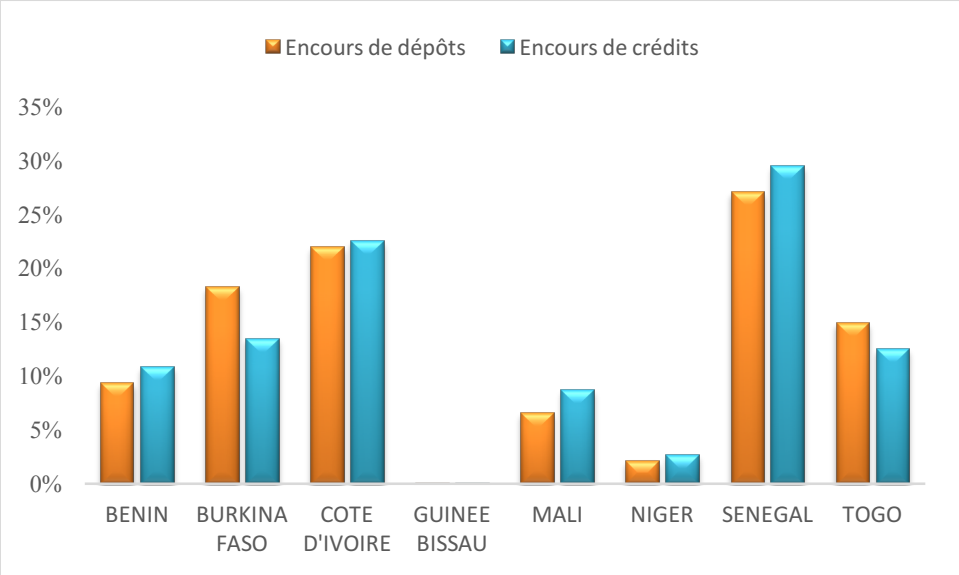


Source : BCEAO

Pour les indicateurs d'activités, il convient de noter que les encours de crédit et de dépôt ont crû respectivement de 20% et 13% par rapport à 2016, soit 1159,9 milliards et 1097,7 milliards. Ce qui traduit le dynamisme de la microfinance pour faciliter l'accès au crédit à la population de l'union.

Le Sénégal, pionnier dans ce domaine, occupe la première place avec des parts respectives de 29% et 27% des totaux des encours de crédit et d'épargne dans la zone.

Figure 2 : Répartition des encours de crédit et d'épargne des Etats membres de l'UEMOA en 2017



Source : BCEAO

Au Sénégal, il est noté, à travers l'analyse des chiffres clés, des évolutions positives pour l'ensemble des indicateurs d'activités sur la période 2016-2017. Après deux années de baisses successives, il a été constaté une hausse de **4,4%** de l'encaisse en 2017.

Tableau 1 : Chiffres clés du secteur

	2015	2016	2017	Evol 16/17
Sociétariat	2 454 701	2 613 474	2 858 837	9,4%
En millions de francs CFA				
Encours de crédit	294 153	330 823	370 889	12,1%
Encours d'épargne	254 173	285 735	309 506	8,3%
Emprunts	56 290	65 452	67 549	3,2%
Fonds propres	93 957	102 772	119 204	16,0%
Encaisse	10 730	10 007	10 449	4,4%
Dépôts auprès des Institutions Financières	67 288	77 683	93 374	20,2%
Immobilisations (brut)	76 541	79 930	82 769	3,6%
Total Actif	427 929	473 689	525 479	10,9%
Résultat	94	5 200	5 798	11,5%

1.1. Evolution de l'effectif des SFD et du nombre de points de services

Le nombre d'agréments répertoriés dans le registre des SFD est de **387** à fin 2017 dont 126 d'entre eux étaient sous procédure de retrait d'agrément pour manquements graves et répétés. Selon le décompte communautaire, le nombre de SFD passe de **211** en 2016 à **201** en 2017 suite à la constitution d'un réseau constitué de 10 SFD.

Tableau 2 : Évolution du nombre de SFD

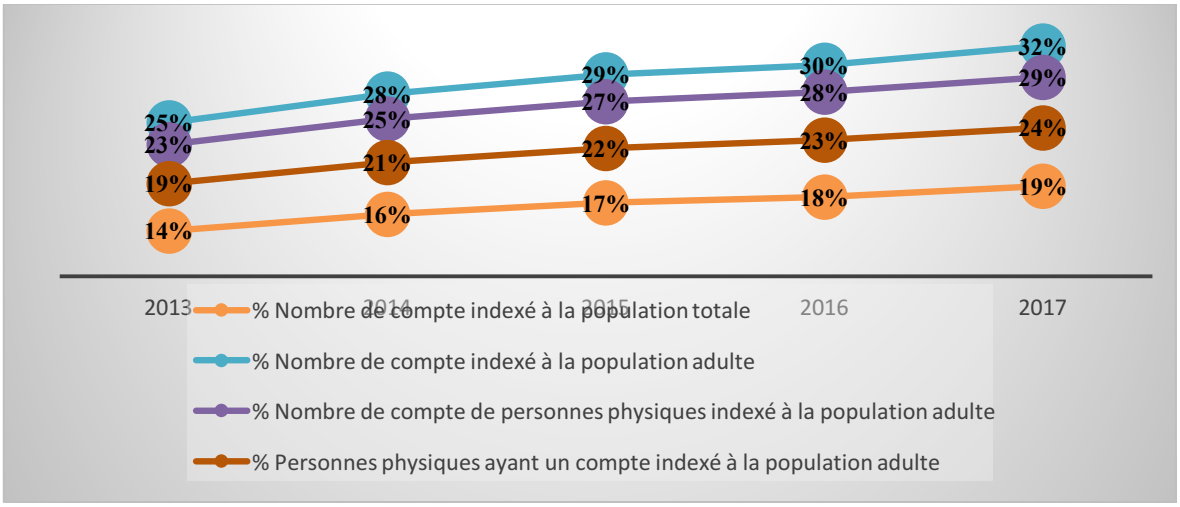
	2015	2016	2017	Evol 16/17
Total SFD	**210**	**211**	**201**	**-4,7%**
Nombre de sociétés commerciales	***6***	*7*	*7*	
Association	***1***	***1***	***1***	
Nombre de coopératives et de mutuelles (b=b1+b2+b3+b4)	***203***	***203***	***193***	**-4,9%**
Confédérations (b1)	*1*	*1*	*1*	
Fédérations (b2)	*1*	*1*	*1*	
Unions (b3)	*8*	*8*	*8*	
Caisses unitaires non affiliées à une Faîtière (b4)	*193*	*193*	*176*	**-8,8%**

Les **268** SFD actifs du secteur avec un réseau de **625** agences ou guichets ont permis de porter le nombre de points de services à **893** fonctionnels, soit une hausse de **19** points d'accès par rapport à 2016.

1.2. Pénétration du secteur de la microfinance

Le sociétariat ou la clientèle des SFD a évolué de **+9,4%** en 2017, atteignant **2 858 837**. Cette progression est portée par les personnes morales dont le taux d'évolution tourne autour de **20,7%.** S'agissant de la composition des bénéficiaires de comptes, il est noté une prépondérance des personnes physiques - soit une part égale à **91%** - dominée par les hommes à hauteur de **57**% en 2017. Toutefois, au sein des personnes morales, majoritairement, composées de groupements de personnes physiques, il convient d'indiquer la supériorité numérique des femmes représentant **72%** du nombre d'individus composant ces dits groupements.

Figure 3 : Evolution du taux de pénétration du secteur de la microfinance



Au titre de la pénétration du secteur, le nombre de comptes auprès des SFD a représenté **19 %** de la population totale en 2017, soit **1 point** de pourcentage de plus par rapport à l'année 2016.

***Encadré 2** : Taux d'accès des ménages et Petites et Moyennes entreprises aux SFD selon l'ESRIF*[3]

Tenant compte du calcul retenu au niveau international, l'ESRIF a permis de déterminer les nombre d'adultes (+18 ans) et de PME ayant au moins un compte au sein d'un SFD. Ce qui a permis d'estimer leur taux d'accès à la microfinance respectivement à ***15,1%*** et ***36,1%***.

Sur la base de ces résultats, il a été calculé un coefficient de correction combinant le nombre moyen de compte par personne (ménages, PME) et le nombre de comptes afin d'évaluer périodiquement le taux d'accès aux SFD. Ce qui donne les évolutions ci-dessous sur la période 2015-2017.

	2015	2016	2017
Taux d'accès ménages (+18 ans)	13,7%	14,7%	15,1%
Taux d'accès PME	29,0%	30,5%	36,1%

Au niveau des banques, le taux obtenu par l'ESRIF est de ***7,8%***, soit un plus de moitié du niveau de celui obtenu auprès des SFD ; le taux combiné étant de ***20,0%.*** Ce qui démontre le rôle notoire du secteur de la microfinance dans l'atteinte des objectifs d'inclusion financière.

1.3. Personnel technique et dirigeant des SFD

Le nombre de membres d'organe a baissé de 1,3% et s'est établi à **3 708** en 2017. Le Conseil d'Administration concentre 43% des membres d'organes tandis que le comité de crédit et le conseil de surveillance enregistrent respectivement 26% et 25% de ces membres.

S'agissant du personnel technique, le nombre d'employés est passé de 4 289 en 2016 à **4 490** en 2017, soit une hausse de **5%.** Cette hausse reflète le dynamisme du marché de l'emploi dans le secteur, ce qui a contribué à la productivité des SFD. Pour la rémunération du personnel technique, les SFD ont dépensé **24,2 milliards** en 2017 contre **24,4 milliards** en 2016.

Tableau 3 : Evolution du nombre de d'employés et des membres d'organes des SFD

Indicateurs	2014	2015	2016	2017	EVOL 16/17
Effectif total des employés	4 101	4 139	4 289	4 490	5%
Dirigeants	*513*	*517*	*445*	*327*	-27%
Autres employés	*3 588*	*3 622*	*3 844*	*4 163*	8%
Nombre de membres d'organe	4 424	4 082	3 758	3 708	-1%
Conseil d'administration ou de l'organe équivalent	*1 878*	*1 793*	*1 631*	*1 598*	-2%
Conseil de surveillance	*1 135*	*1 041*	*949*	*932*	-2%
Comité de crédit	*1 168*	*1 095*	*983*	*958*	-3%
Autres comités créés par le Sfd	*243*	*153*	*195*	*220*	13%

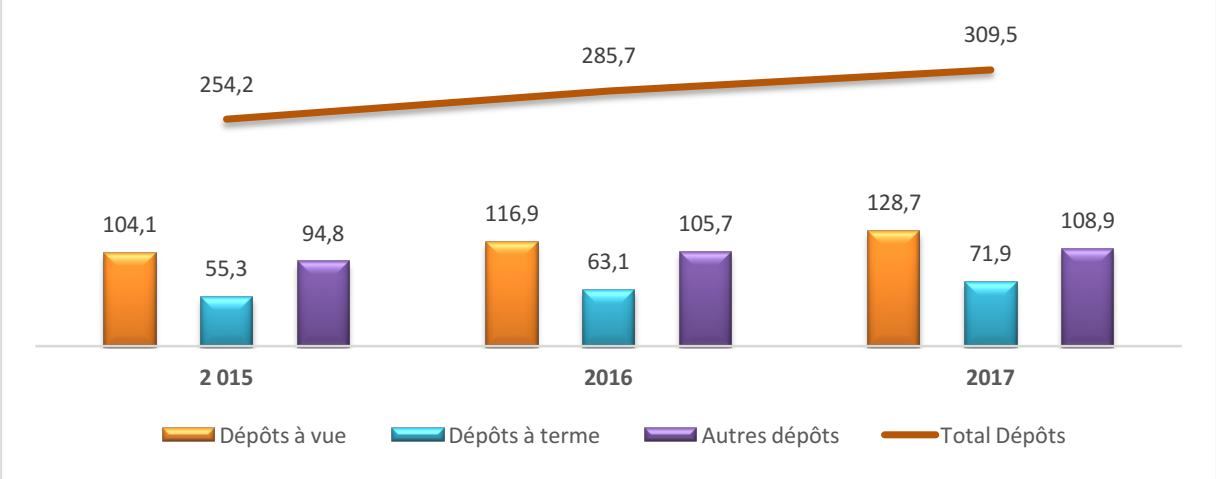
[3] Enquête sur la situation de Référence de l'Inclusion financière au Sénégal

II. ANALYSE DES INDICATEURS DU BILAN DES SFD

2.1. Dépôts

Avec une évolution de **+8,3%** par rapport à 2016, l'encours de l'épargne du secteur de la microfinance a atteint un montant de **309,5** milliards en 2017. Cet accroissement est tiré par une progression de **13,9%** des dépôts à terme qui constituent 23% de l'encours total. Néanmoins, la prédominance des dépôts à vue est maintenue avec un poids de 42% contre 35% pour les autres dépôts.

Figure 4 : Évolution de l'encours d'épargne en milliards FCFA



Considérant la répartition catégorielle, il convient de noter que les personnes physiques ont enregistré un niveau d'épargne atteignant **250,3** milliards en 2017, représentant **81%** du total des dépôts. Les dépôts des personnes morales ont connu, quant à eux, une forte hausse (23%) sur la période 2016-2017 au détriment des dépôts des personnes physiques qui ont enregistré une évolution de +5%.

Sur le plan macroéconomique, il convient de noter que le total des dépôts a représenté, au terme de l'année 2017, **2,5%** du Produit Intérieur Brut (PIB) et **14,8%** des dépôts bancaires. Quant aux dépôts à terme, ils représentent environ **0,6%** du PIB.

Tableau 4 : Evolution de la contribution des SFD à la collecte de l'épargne des ménages

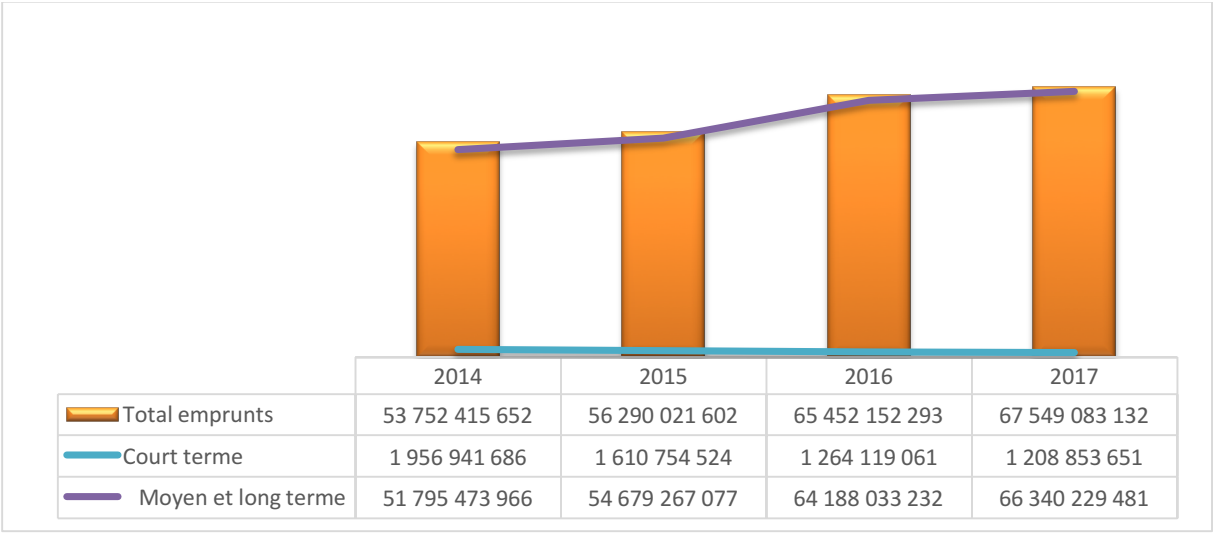
	2014	2015	2016	2017
Dépôts totaux (en % du PIB)	2,3%	2,4%	2,5%	2,5%
Dépôts à vue (en % du PIB)	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%
Dépôts à terme (en % du PIB)	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Dépôts totaux (en % Total Système financier	8,1%	8,1%	8,6%	8,6%
Dépôts totaux (en % Total banques)				14,8%

2.2. Emprunts

Les financements reçus par les SFD se sont établis à **67,5** milliards au 31 décembre 2017, soit un allongement de **3,2%** par rapport à 2016.

Les emprunts à court terme ont connu une baisse de **4,4%,** contrairement aux emprunts à moyen et long terme (98% du volume total) qui ont crû de **3,4%** entre 2016 et 2017 pour atteindre **66** milliards.

Figure 5 : Évolution des emprunts des SFD en milliards FCFA



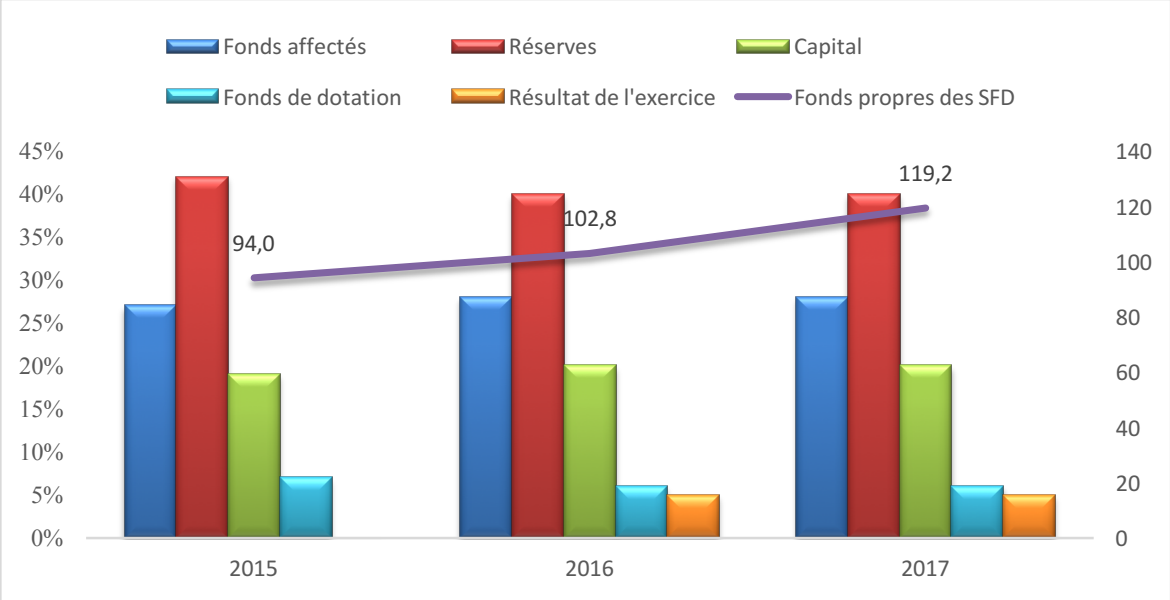
	2014	2015	2016	2017
Total emprunts	53 752 415 652	56 290 021 602	65 452 152 293	67 549 083 132
Court terme	1 956 941 686	1 610 754 524	1 264 119 061	1 208 853 651
Moyen et long terme	51 795 473 966	54 679 267 077	64 188 033 232	66 340 229 481

2.3. Fonds propres

En 2017, les SFD ont vu leurs fonds propres croitre de **16%** par rapport à 2016, passant ainsi de 103 milliards à **119** milliards. Cette hausse remarquée s'explique par une évolution de **11,5%** du résultat des SFD qui s'est établi à **5,7 milliards** en 2017 après 5,1 milliards en 2016.

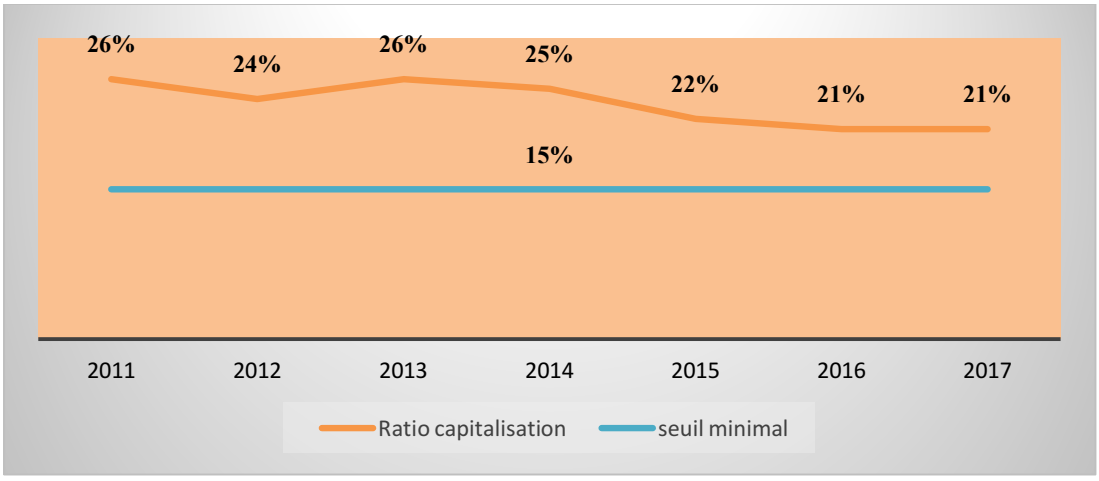
Les fonds propres du secteur sont composés, en majorité, de réserves (40%), de fonds affectés (28%) et du capital (20%) des SFD.

Figure 6 : Évolution des fonds propres et poids de ses principales composantes



Malgré cette progression des fonds propres, le ratio de capitalisation, resté constant à **21%** à fin 2017, demeure supérieur à la norme requise (15% au minimum). Cette situation fait suite à une baisse du niveau de capitalisation constatée depuis l'année 2014, ce qui suscite quelques inquiétudes dans la performance globale du secteur.

Figure 7 : Évolution de la norme de capitalisation

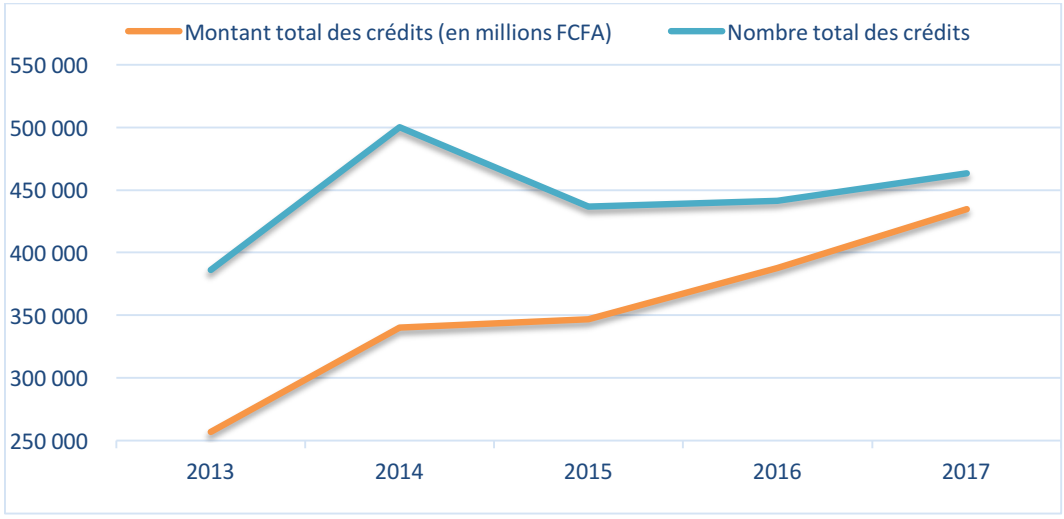


2.4. Crédit

2.4.1. Production annuelle de crédit

Le montant des crédits injectés dans le secteur a augmenté de **44,1** milliards entre 2016 et 2017, atteignant une valeur totale de **429,7** milliards octroyés à **437 207** bénéficiaires. Cette hausse est surtout portée par les personnes morales dont les volumes reçus au cours de l'année ont crû de 19%.

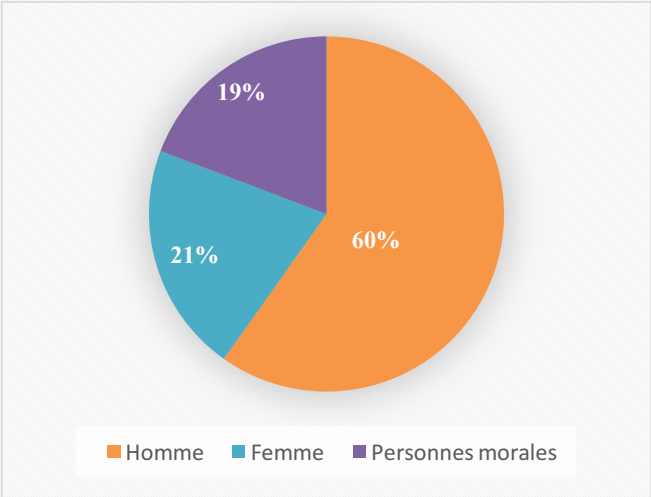
Figure 8 : Évolution des crédits accordés au cours de l'année

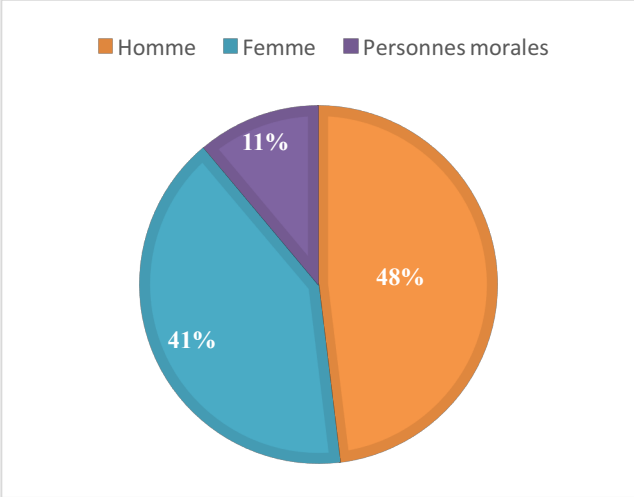


S'agissant des personnes physiques, il est noté une prédominance des hommes qui reçoivent environ **60%** du montant total alloué contre 19% pour les femmes.

Du point de vue du nombre de crédits en cours, cette prépondérance des hommes est moindre, avec 48% du total des bénéficiaires. Dans cette optique, l'analyse des montants moyens par bénéficiaire révèle que les financements reçus par les personnes morales (**1,7 million**) sont, en moyenne, plus élevés que ceux octroyés aux personnes physiques (**0,9 million**). Le montant moyen des crédits en cours est de **1,2 million** chez les hommes et de **0,5 million** chez les femmes.

Figure 9 : Répartition des crédits accordés par type de bénéficiaire



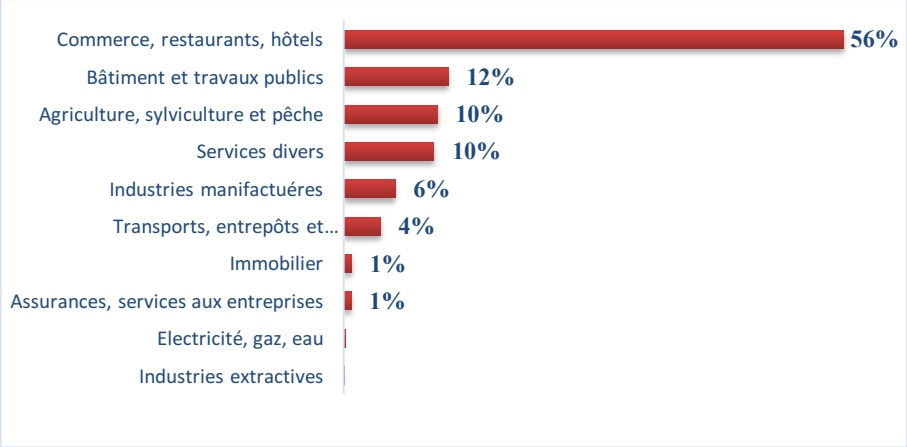


2.4.1.1. Répartition des crédits par secteur d'activités

En 2017, le secteur tertiaire a reçu la plus grande partie des crédits octroyés par les SFD, en particulier le sous-secteur « commerce, restaurants, hôtels » qui a reçu **56%** des financements.

En deuxième position, arrive le secteur secondaire, avec les « bâtiments et travaux publics » (12%) et les « industries manufacturières » (6%). Dans le primaire, « l'agriculture, sylviculture et pêche » est financé à hauteur de 10% des montants décaissés par les SFD en 2017.

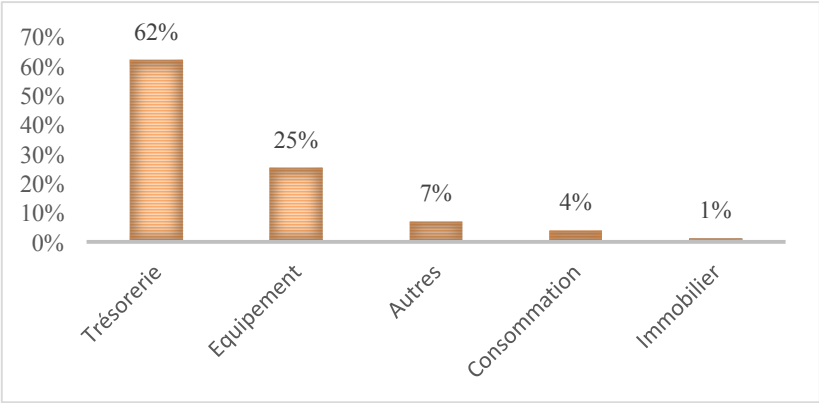
Figure 10 : Répartition des prêts accordés selon le secteur d'activités



2.4.1.2. Répartition des crédits selon leur objet

Il ressort de la répartition des crédits selon l'objet que les crédits de trésorerie restent prioritaires dans les besoins de financement exprimés. En effet, ils représentent **61,6%** du montant total à fin 2017 et sont suivis par le crédit d'équipement avec **25,2**%. Cette situation s'explique par le fort besoin des agents économiques, plus particulièrement les personnes morales, à recourir à ce type de financement pour faire face à leurs emplois à court terme.

Figure 11 : Répartition des prêts accordés selon l'objet



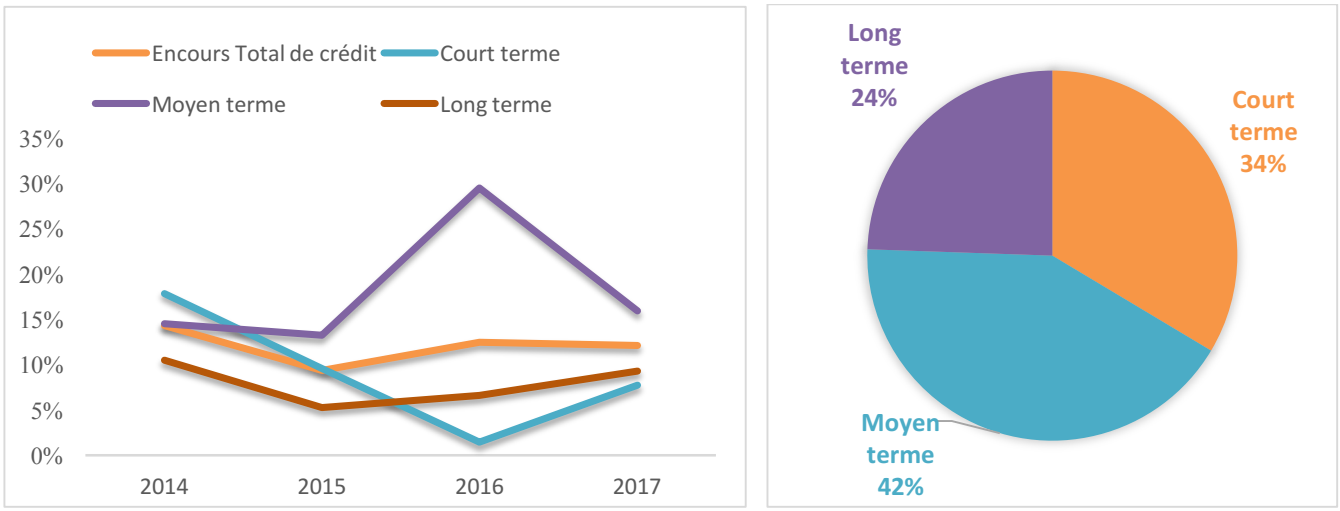
2.4.2. Encours de crédit

L'encours de crédit a connu, entre 2016 et 2017, une hausse de 12% et s'est établi à **371 milliards** à fin 2017. Les crédits à moyen terme prédominent dans la structuration de l'encours de crédit et ont évolué de **16%** par rapport à 2016. Quant aux crédits à court et long terme, ils ont crû respectivement de 7,8% et de 9%.

Avec un volume de **40%** des décaissements, les crédits à moyen terme semblent répondre au mieux aux attentes des bénéficiaires.

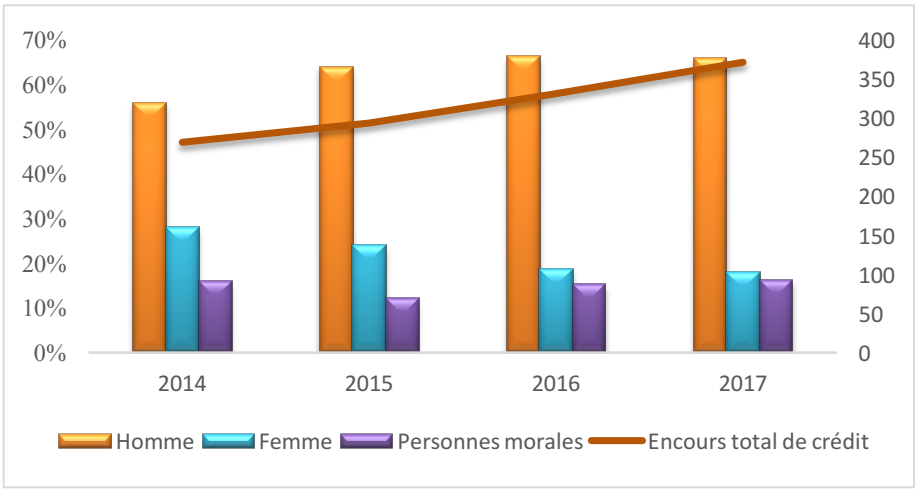
Parallèlement, l'encours des crédits sains s'est établi à **352** milliards, soit une augmentation de **36** milliards, découlant d'une évolution de **15,9%** des crédits à moyen terme.

Figure 12 : Evolution de l'encours de crédit et répartition selon la durée



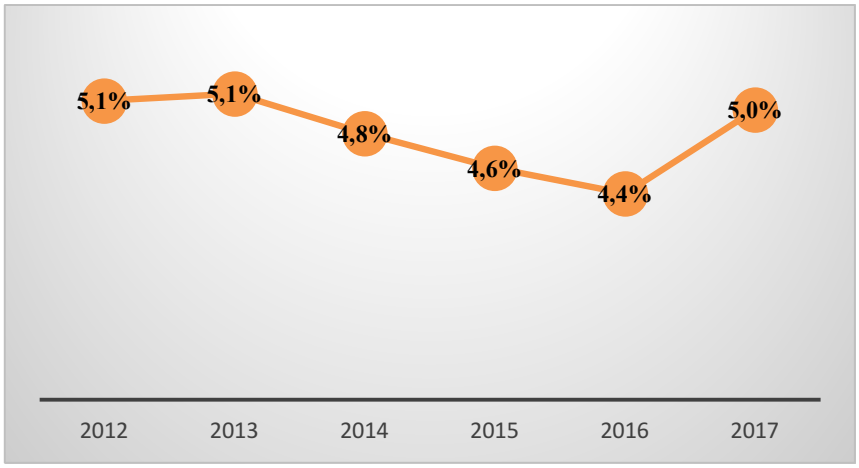
A fin 2017, seul l'encours de crédit des personnes morales a enregistré une hausse de **16%**. Toutefois, cette légère hausse n'enlève pas aux personnes physiques leur prépondérance sur les crédits octroyés, plus particulièrement les hommes qui sont bénéficiaires d'un encours de crédits s'élevant à **244** milliards.

Figure 13 : Évolution de l'encours de crédit et répartition par type de bénéficiaires



Le taux de crédit en souffrance est ressorti à **5%** en 2017 contre 4% en 2016 et s'est situé au-dessus de la norme réglementaire (3%). Cette situation devenue structurelle dans le secteur de la microfinance pose la problématique de la maîtrise du risque de crédit au sein des SFD.

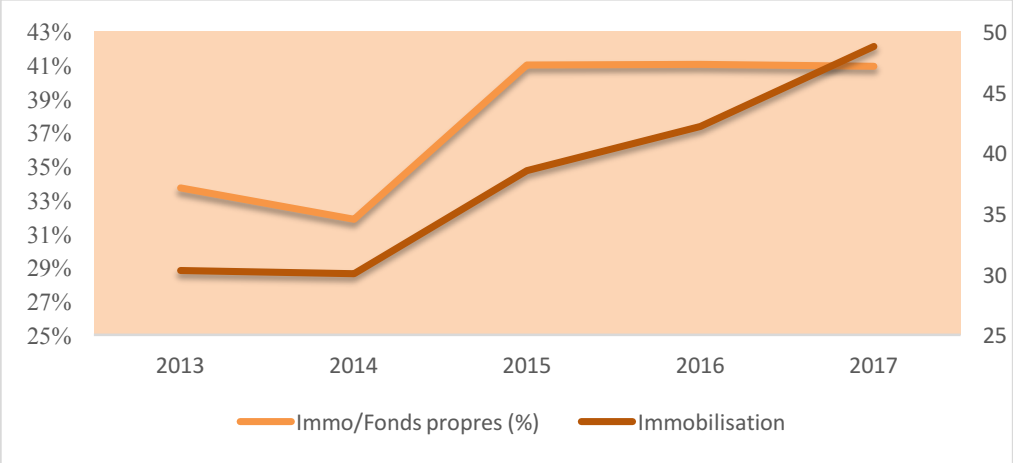
Figure 14 : Évolution du taux brut de créance en souffrance



2.5. Immobilisations

Les immobilisations nettes des SFD ont enregistré une hausse de **15,6%** en 2017, s'établissant à **48,7** milliards, après 42,2 milliards en 2016. Ainsi, le rapport entre les immobilisations et les fonds propres est ressorti à **41%**, se situant largement en deçà du seuil maximal (100%). Cette situation indique que les SFD affichent un bilan équilibré et une bonne capacité de financement des immobilisations par les fonds propres.

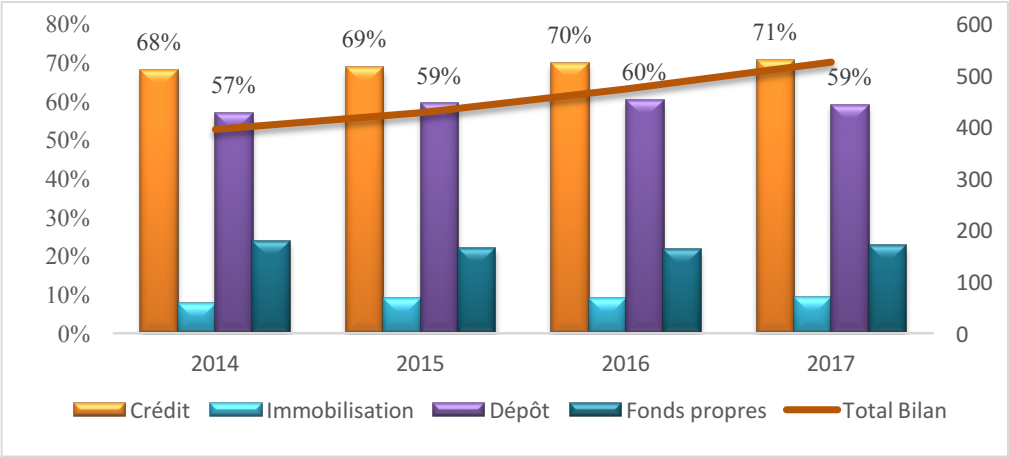
Figure 15 : Évolution des immobilisations entre 2013 et 2017 en milliard FCFA



2.6. Total bilan

En 2017, le total bilan s'est établi à **525,5** milliards après 473,7 milliards en 2016, soit une hausse de **11%**. Il est surtout constitué de crédits (71% du total actif) et de dépôts (59% du total passif).

Figure 16 : Évolution du total bilan en milliard FCFA et répartition suivant ces principales composantes



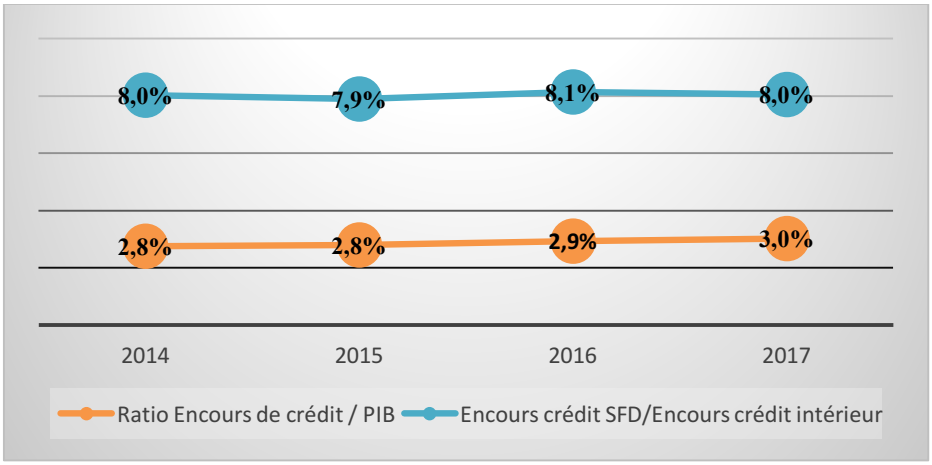
III. CONTRIBUTION A L'ECONOMIE

3.1. Financement de l'économie

Le taux de financement de l'économie par les SFD, appréhendé par le ratio de l'encours de crédit sur le PIB, est estimé à **3,0%** en 2017, soit **0,1** point de pourcentage de plus qu'en 2016.

Par contre, en se situant à 8%, la contribution des SFD au crédit intérieur a connu une légère baisse entre 2016 et 2017.

Figure 17 : Evolution des ratios sur le financement de l'économie par les SFD

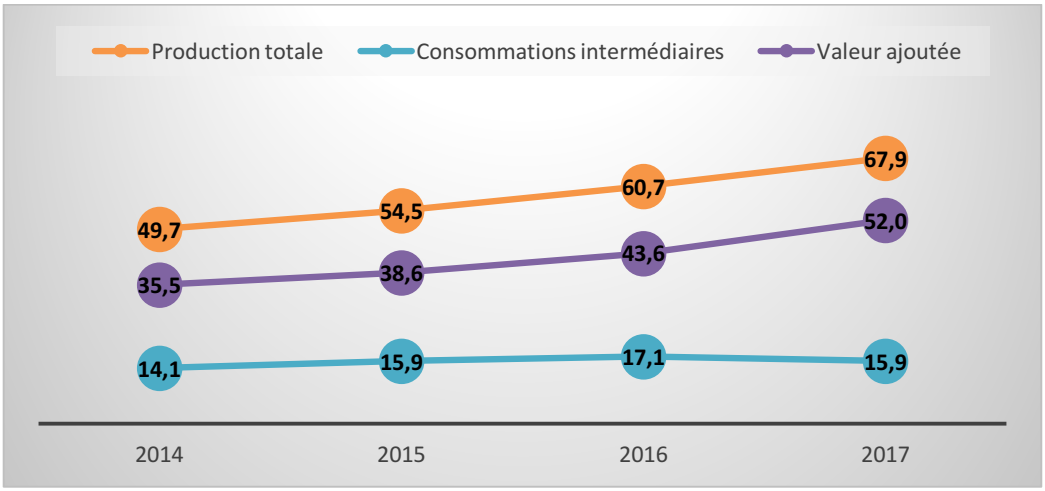


3.2. La valeur ajoutée des SFD et sa contribution au PIB

La valeur ajoutée des SFD s'est inscrite sur une tendance haussière, avec un taux de croissance moyen de 10% sur la période 2014 - 2017. Cette prouesse est possible grâce à la compétitivité du secteur de la microfinance qui séduit, de plus en plus, les populations. En effet, l'activité d'intermédiation financière a généré une production totale[4] de **67,9** milliards, soit une hausse de **12%** par rapport à 2016. Par contre, les dépenses de fonctionnement ont connu une diminution de **7%**, en passant de 17 milliards en 2016 à **16** milliards en 2017.

[4] Intérêts nets perçus + produit des prestations de services

Figure 18 : Evolution de la valeur ajoutée des SFD en milliard FCFA



Par ailleurs, il est noté une stabilisation du poids de la valeur ajoutée du secteur de la microfinance sur le PIB. En effet, ledit ratio est ressorti à environ **0,4%** depuis 2014, avec une progression de **0,04** point de pourcentage en 2017.

Cependant, le poids de la richesse créée par les SFD sur le secteur financier tourne autour de **17%** sur la période 2014 - 2017, malgré la baisse notée en 2015.

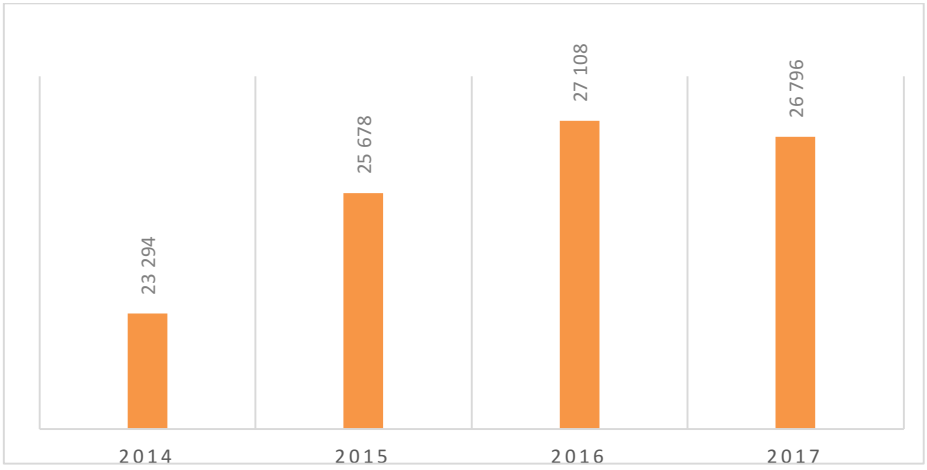
Tableau 5 : contribution des SFD à la création de richesse

	2014	2015	2016	2017
Contribution au PIB Valeur ajoutée / PIB au prix du marché	**0,4%**	**0,4%**	**0,4%**	**0,4%**
Poids sur le Secteur Financier Valeur Ajoutée des SFD / Valeur ajouté Secteur Financier	**16,9%**	**11,3%**	**16,5%**	**16,7%**

3.3. Salaires versés par les SFD

Les salaires payés par les SFD ont connu une baisse de **1,1%** en 2017, en s'établissant à **26,7** milliards. De même, le taux de salaire équivalent aux salaires rapportés à la valeur ajoutée du secteur de la microfinance, situé à **52%**, a enregistré une baisse de **10 points** de pourcentage par rapport à 2016. Cette situation est due au fait de la contraction de **27%** du personnel dirigeant en 2017.

Figure 19 : Evolution des salaires versés par les SFD en millions FCFA

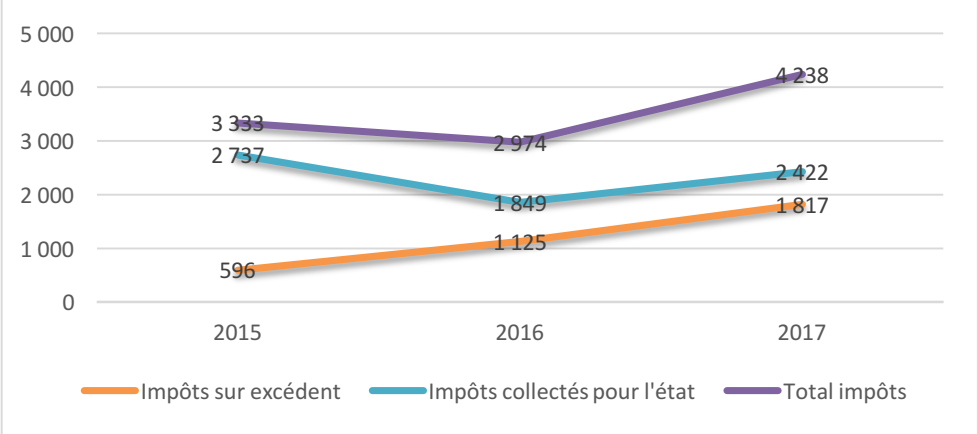


3.4. Impôts versés par les SFD

Les impôts collectés par les SFD pour le compte de l'administration publique se sont établis à **2,4** milliards en 2017, correspondant à une augmentation de 600 millions un an auparavant. Cette remontée de **31%** pourrait résulter de la reprise de la collecte de la TVA par l'Etat après qu'il y ait renoncé en 2016.

Il est remarqué, de plus en plus, une présence plus soutenue des sociétés commerciales dans le secteur de la microfinance, ayant entrainé une croissance de **62%** des impôts sur le bénéfice qui ont atteint 1**,8** milliard en 2017. En somme, le total des impôts perçus par l'Etat, du fait de l'activité des SFD, s'est élevé de 4,4 milliards en 2017, soit une hausse de 43%.

Figure 20 : Evolution des impôts et taxes des SFD de 2014 à 2017 en millions FCFA



IV. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

4.1. Charges

En 2017, les charges totales s'élèvent à **105** milliards, soit une augmentation de **10%** par rapport à 2016, malgré la diminution des charges sur immobilisations financières de 28 millions et de celles sur les opérations de change de 8 millions. Les autres charges d'exploitation financières ont connu par ailleurs une hausse fulgurante passant de 21 à **158** millions.

L'analyse de la répartition des charges montre qu'elles sont composées, essentiellement, des « dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables » (25,4%), des « frais de personnel » (23%), et des « autres charges externes et charges diverses d'exploitation » (17,8%).

Tableau 6 : Evolution et réparation des charges

Montant en millions F CFA	*2016*	*2017*	*Parts (%)*
TOTAL CHARGES	**95 581**	**105 131**	**100,00%**
CHARGES SUR OPERATION AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	6 591	**5 913**	5,62%
CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIARES OU CLIENTS	3 728	**4 183**	3,98%
CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	273	232	0,22%
CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	-	0,00%
CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILES	2	6	0,01%
CHARGES SUR EMPRUNTS ET TITRE EMIS SUBORDONNÉES	207	254	0,24%
CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	8	-	0,00%
CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	3	3	0,00%
CHARGES SUR PRESTATION DE SERVICES FINANCIERS	114	130	0,12%
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	21	158	0,15%
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	111	4	0,00%
FRAIS DE PERSONNEL	24 133	24 152	22,97%
IMPÔTS ET TAXES	1 849	2 421	2,30%
AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D EXLPOITATION	18 256	18 744	17,83%
DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	417	421	0,40%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	5 185	4 368	4,15%
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	21 572	26 696	25,39%
CHARGES EXECTIONNELLES	4 315	5 409	5,15%
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 375	1 990	1,89%
IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	1 125	1 817	1,73%
EXCEDENT	5 268	8 230	7,83%

4.2. **Produits**

L'analyse de l'évolution des produits des SFD révèle une hausse de **8,5%** du montant total par rapport à l'année 2016. Les « produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients » sont passés de 64,3 milliards en 2016 à **71,6** milliards en 2017 ; ce poste représente **70%** des produits des SFD.

Les « reprises de provisions et récupérations sur créances amorties » représentant 17,2% des produits, enregistrent une baisse de **8,3%,** soit environ 2 milliards.

Les produits exceptionnels ont connu une augmentation d'environ **2** milliards et représente 4,9% des produits.

Tableau 7 : Evolution et répartition des produits

Montant en millions F CFA	2016	2017	Parts (%)
TOTAL PRODUITS	**95 581**	**103 714**	**100,00%**
PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 009	3 821	3,7%
PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIARES OU CLIENTS	64 347	71 610	69,0%
PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	375	426	0,4%
PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	115	107	0,1%
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILES	62	68	0,1%
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	-	79	0,1%
PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	260	151	0,1%
PRODUITS SUR PRESTATION DE SERVICES FINANCIERS	48	24	0,0%
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	184	405	0,4%
VENTES	226	190	0,2%
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	2 121	564	0,5%
PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-	0,0%
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	107	355	0,3%
REPRISES DE FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	417	0,4%
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1	42	0,0%
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	19 517	17 889	17,2%
PRODUITS EXEPTIONNELS	2 242	5 039	4,9%
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 965	705	0,7%
DEFICIT	-	1 822	1,8%

4.3. **Analyse des provisions**

Les dotations aux provisions, ainsi que les reprises de provisions sur créances en souffrance accusent des poids respectifs de **63,1%** et **72%** du total des dotations et reprises.

Pour les autres composantes, il est noté une part de 22,3% des dotations pour « pertes sur créances irrécouvrables », de 11,2% des provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actifs, de 3,2% des provisions pour risques et charges et de 19% de reprises.

Tableau 8 : Dotations et reprises des provisions

Montant en millions FCFA	2 016	2 017	Part (%)
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES			
Total	21 572	26 601	100,0%
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	15 399	16 779	63,1%
Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	15	2 973	11,2%
Dotations aux provisions pour risques et charges	894	846	3,2%
Dotations aux provisions réglementées	3	3	0,0%
Pertes sur créances irrécouvrable	5 164	5 954	22,4%
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	97	46	0,2%
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Total	19 517	17 888	100,0%
Reprises de provisions sur créances en souffrance	14 104	15 069	72,0%
Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	212	56	1,0%
Reprises de provisions pour risques et charges	3 740	916	19,0%
Reprises de provisions réglementées	-	-	0,0%
Récupération sur créances amortie	1 462	1 847	7,0%

4.4. Résultats des SFD

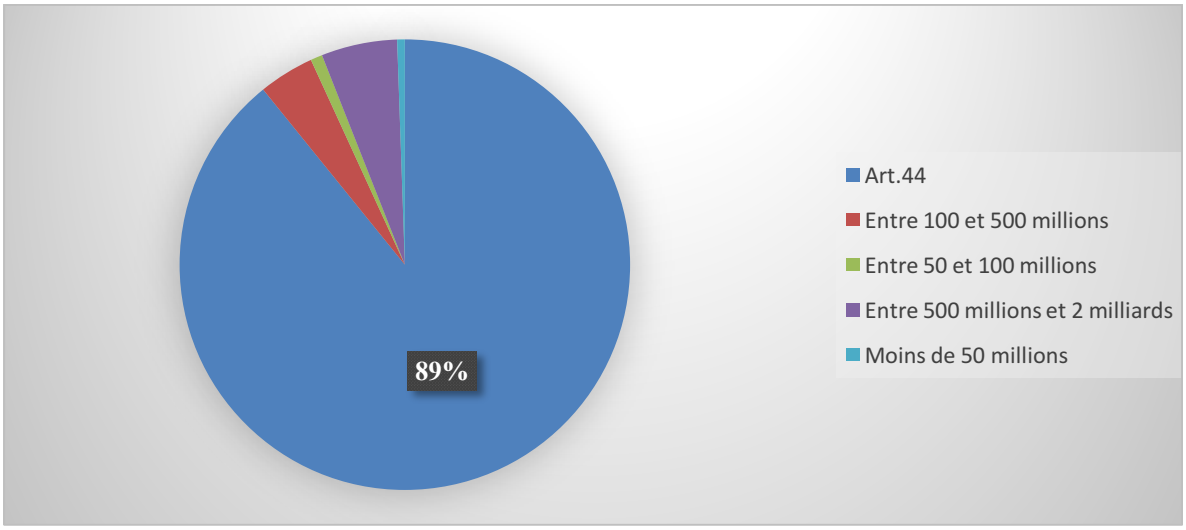
Le résultat a connu une légère hausse entre les exercices 2016 et 2017, passant de 5,3 milliards à **5,7 milliards**. Ce statut excédentaire, pour la 3ème année consécutive résulte d'une contraction des charges et de la bonne tenue des indicateurs d'activités (crédit, épargne).

V. ANALYSE PAR GROUPES DE PAIRES DES INDICATEURS CLES

5.1. En fonction de la taille du SFD[5]

Les membres ou clients des SFD visés à l'article 44 de la loi 2008-47 ont représenté 89% du total du secteur de la microfinance en 2017.

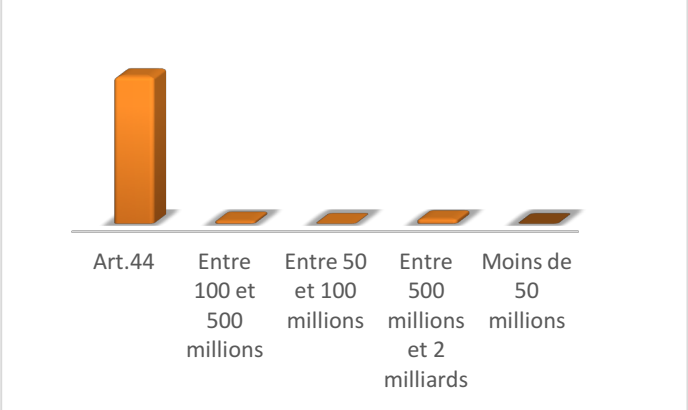
Figure 21 : Membres ou clients selon la taille en 2017



Cette catégorie de SFD a enregistré - après une hausse de 11,7% par rapport à 2016 - un encours de crédit de **353** milliards, représentant 96% du total du secteur.

Figure 22 : Encours de crédit selon la taille en 2017

	Encours de crédit
Art.44	353 059 240 229
Entre 100 et 500 millions	6 303 526 560
Entre 50 et 100 millions	707 073 648
Entre 500 millions et 2 milliards	10 627 861 373
Moins de 50 millions	292 484 028



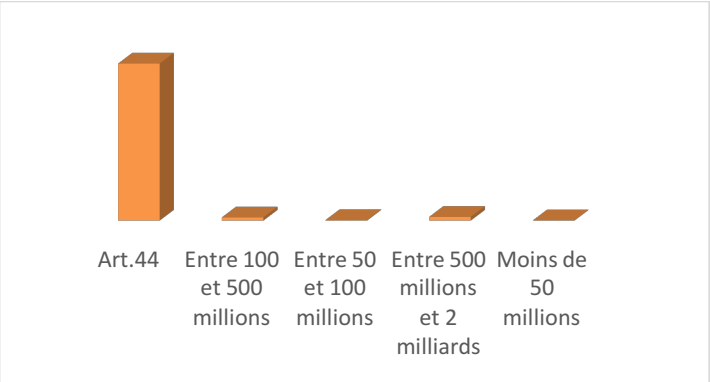
5

Art.44	Encours de crédit ou d'épargne supérieur à 2 milliards
Entre 500 Millions et 2 Milliards	Encours de crédit ou d'épargne entre 500 millions et 2 milliards
Entre 100 et 500 Millions	Encours de crédit ou d'épargne entre 100 et 500 millions
Entre 50 et 100 Millions	Encours de crédit ou d'épargne entre 50 et 100 millions
Moins de 50 Millions	Encours de crédit ou d'épargne inférieur à 50 millions

L'encours des dépôts des SFD de l'article 44 est ressorti à **296** milliards en 2017, soit **96%** des dépôts enregistrés par le secteur et une hausse de 8% par rapport à 2016.

Figure 23 : Encours de dépôt selon la taille en 2017

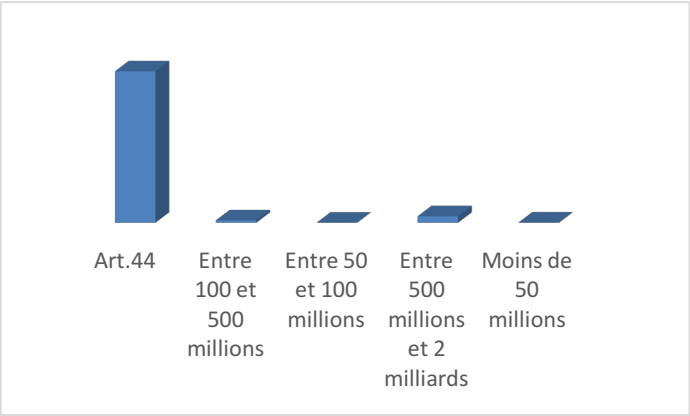
	Encours des dépôts
Art.44	296 201 268 100
Entre 100 et 500 millions	5 781 923 141
Entre 50 et 100 millions	828 377 210
Entre 500 millions et 2 milliards	6 848 077 053
Moins de 50 millions	264 429 257



Les fonds propres du secteur sont majoritairement (**94%**) composés de ceux des SFD de l'article 44 qui sont ressortis à **112** milliards en 2017, soit une augmentation de **20%**.

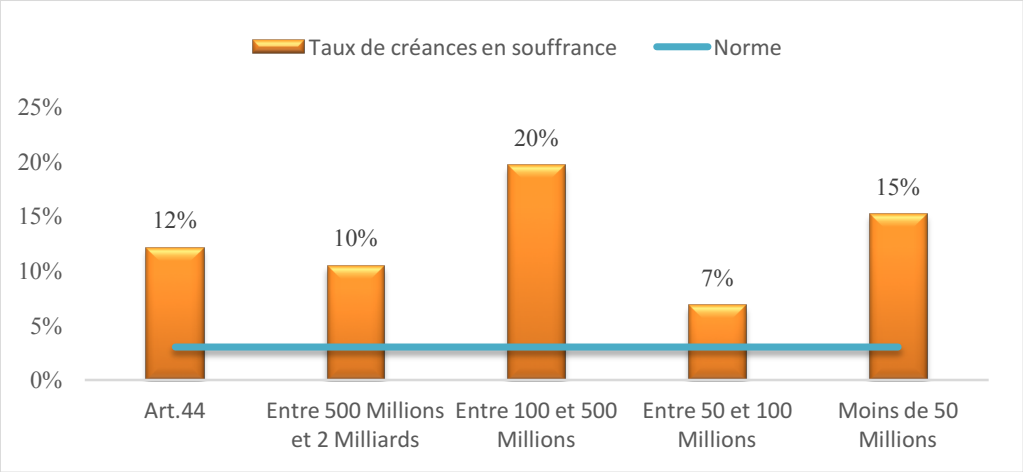
Figure 24 : Fonds propres selon la taille en 2017

	Fonds propres
Art.44	112 461 728 084
Entre 100 et 500 millions	1 743 211 342
Entre 50 et 100 millions	73 213 236
Entre 500 millions et 2 milliards	4 800 968 550
Moins de 50 millions	142 232 075



La dégradation du portefeuille de crédit concerne tous les SFD, mais elle est plus accentuée au niveau des SFD qui ont un encours de crédit ou d'épargne entre 100 et 500 millions (**20%**).

Figure 25 : Taux des créances en souffrance selon la taille en 2017



L'analyse du résultat des SFD dévoile une plus-value chez les SFD visés à l'article 44 et un déficit chez les autres groupes de paires.

Tableau 10 : Résultat des SFD par groupe de pair

	Résultat
Art.44	6 458 736 079
Entre 100 et 500 millions	- 87 982 405
Entre 50 et 100 millions	- 21 316 108
Entre 500 millions et 2 milliards	- 556 206 686
Moins de 50 millions	- 19 663 264

5.2. En fonction de la forme juridique

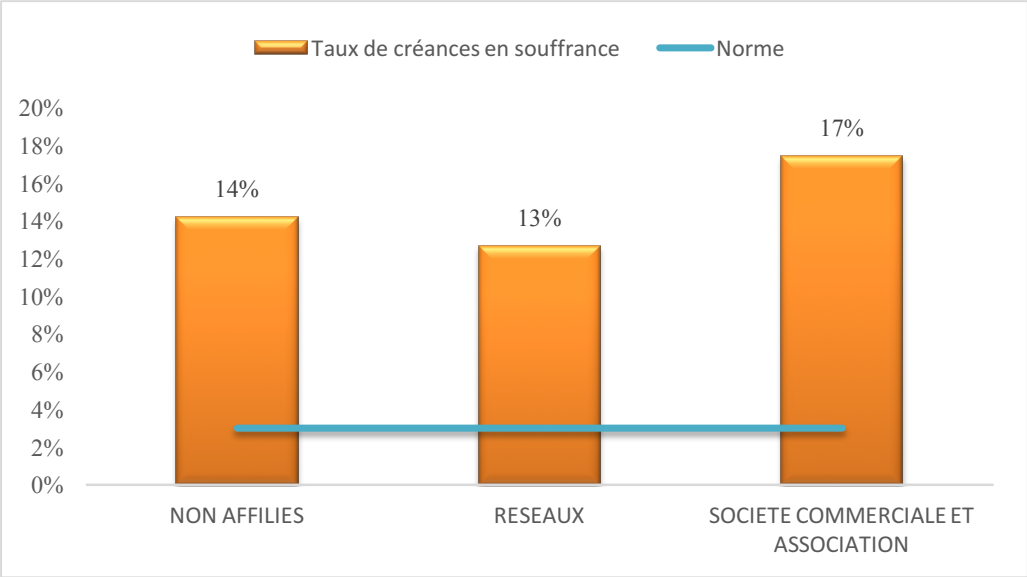
Comme en 2016, les réseaux démontrent leur prééminence sur les principaux indicateurs en 2017. En effet, ils détiennent 77% du sociétariat, 73% des fonds propres, 72% de l'encours des dépôts et 59% de l'encours de crédit. Cependant, ce sont les sociétés commerciales qui dominent sur le résultat avec un taux de 46%.

Tableau 11 : Principaux indicateurs selon le type de SFD en 2017

Rubriques	Sociétariat	Résultat	Fonds propres	Encours de dépôts	Encours de crédit
NON AFFILIES	238 587	688 990 877	9 244 129 959	23 524 037 393	32 852 325 960
RESEAUX	2 213 375	2 439 692 758	86 951 662 990	223 641 334 874	218 378 642 873
SOCIETE COMMERCIALE ET ASSOCIATION	421 263	2 644 883 981	23 025 560 338	62 758 702 494	119 759 217 005
TOTAL	**2 873 225**	**5 773 567 616**	**119 221 353 287**	**309 924 074 760**	**370 990 185 837**

En 2017, selon la forme juridique, tous les SFD affichent des taux de créances au-delà de la norme requise (3%) mais la situation est plus remarquée au niveau des sociétés commerciales et associations (**17%**).

Figure 26 : Taux de créances en souffrance par type de SFD en 2017



VI. ANNEXES

Annexe 1: Principaux indicateurs du secteur de la microfinance

Indicateurs	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Sociétariat	1 789 032	1 947 494	2 230 484	2 454 701	2 613 474	2 858 837
Homme	940 889	1 023 440	1 175 536	1 280 200	1 366 185	1 477 082
Femme	702 426	758 091	859 223	957 728	1 025 710	1 114 321
Personnes morales	145 717	165 963	195 725	216 773	221 579	267 434
Encours de crédit	229 042 571 934	235 343 849 157	268 985 049 263	294 153 108 273	330 822 764 752	370 889 022 740
Court terme	*80 522 264 037*	*83 808 836 028*	*98 773 039 212*	*108 197 890 481*	*109 791 125 329*	*118 306 972 130*
Moyen terme	*76 348 365 040*	*75 932 706 275*	*86 970 528 537*	*98 510 729 927*	*127 566 180 968*	*147 842 967 271*
Long terme	*60 548 598 985*	*63 540 217 915*	*70 201 844 729*	*73 892 577 369*	*78 801 864 150*	*86 145 766 916*
Crédits en souffrance	*11 623 343 872*	*12 062 088 939*	*13 039 636 786*	*13 551 910 496*	*14 663 594 304*	*18 593 316 424*
Encours d'épargne	177 283 916 488	196 953 969 927	225 196 841 827	254 172 606 027	285 735 039 334	309 505 980 632
Dépôts à vue	*66 825 343 469*	*74 725 193 437*	*90 627 041 466*	*104 111 770 397*	*116 914 136 690*	*128 732 233 124*
Dépôts à terme	*40 378 688 932*	*46 331 546 732*	*50 356 588 332*	*55 284 603 365*	*63 135 218 627*	*71 893 849 442*
Autres dépôts	*70 079 884 087*	*75 897 229 758*	*84 213 212 030*	*94 776 232 265*	*105 685 684 017*	*108 879 898 066*
Emprunts des SFD	49 087 284 436	43 707 803 108	53 752 415 652	56 290 021 602	65 452 152 293	67 549 083 132
Court terme	*13 199 175 639*	*2 193 623 218*	*1 956 941 686*	*1 610 754 524*	*1 264 119 061*	*1 208 853 651*
Moyen et long terme	*35 888 108 797*	*41 514 179 890*	*51 795 473 966*	*54 679 267 077*	*64 188 033 232*	*66 340 229 481*
Ressources affectées	992 706 906	2 007 380 786	2 978 862 667	4 010 507 202	2 299 704 106	2 455 969 549
Fonds propres des SFD	80 182 526 221	89 925 668 881	94 288 227 738	93 956 833 067	102 772 328 376	119 204 026 979
Encaisse	7 220 067 732	10 157 000 424	11 194 625 838	10 729 808 204	10 006 619 828	10 449 481 715
Dépôts auprès des Institutions Financières	44 697 204 679	48 820 702 379	55 679 689 901	67 287 862 798	77 683 097 558	93 374 407 281
Immobilisations(net)	24 428 362 949	30 319 417 441	30 043 345 047	38 534 527 897	42 201 422 449	48 798 600 719
Immobilisations(brut)	53 711 789 392	63 524 740 929	65 191 763 992	76 540 976 673	79 930 423 109	82 768 880 596
Résultat	-19 692 700 040	4 130 328 754	-1 350 593 888	94 036 406	5 199 977 278	5 798 010 994
Total Actif (brut)	376 796 193 648	393 100 412 600	438 611 537 271	481 513 203 598	532 200 831 968	592 957 577 163
Total Actif (Net)	333 644 918 686	349 634 575 012	395 301 345 206	427 929 270 355	473 689 318 815	525 478 783 028

Source : Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés

Annexe 2: Données désagrégées par genre de quelques indicateurs

Indicateurs	2015		2016		2017	
Sociétariat	2 454 701	100%	2 613 474	100%	2 858 837	100%
Homme	*1 280 200*	*52%*	*1 366 185*	*52%*	*1 477 082*	*52%*
Femme	*957 728*	*39%*	*1 025 710*	*39%*	*1 114 321*	*39%*
Personnes morales	*216 773*	*9%*	*221 579*	*8%*	*267 434*	*9%*
Nombre de prêts accordés	436 717	100%	441 485	100%	437 207	100%
Homme	*196 858*	*45%*	*199 577*	*45%*	210 185	*31%*
Femme	*206 392*	*47%*	*202 485*	*46%*	178 389	*32%*
Personnes morales	*33 467*	*8%*	*39 423*	*9%*	48 633	*37%*
Nombre de crédit en cours	557 592	100%	539 747	100%	743 130	100%
Homme	*238 303*	*43%*	*234 726*	*43%*	*305 594*	*41%*
Femme	*207 851*	*37%*	*200 222*	*37%*	*299 870*	*40%*
Personnes morales	*111 438*	*20%*	*104 799*	*19%*	*137 346*	*18%*
Montant total des prêts accordés	346 537 141 763	100%	385 605 129 967	100%	429 732 022 472	100%
Homme	*208 790 542 613*	*60%*	*231 053 344 090*	*60%*	257 038 976 175	*60%*
Femme	*81 842 903 276*	*24%*	*90 908 995 581*	*24%*	90 051 666 383	*21%*
Personnes morales	*55 903 695 873*	*16%*	*63 642 790 297*	*17%*	82 641 379 915	*19%*
Encours total de crédit	294 071 649 155	100%	330 822 764 752	100%	370 856 222 204	100%
Homme	*186 141 923 480*	*63%*	*219 127 583 668*	*66%*	*244 378 405 509*	*66%*
Femme	*68 274 393 939*	*23%*	*61 492 830 095*	*19%*	*66 487 120 062*	*18%*
Personnes morales	*39 655 331 736*	*13%*	*50 202 350 989*	*15%*	*59 990 696 633*	*16%*
Nombre total de déposants au cours de l'année	1 838 454	100%	1 912 891	100%	1 947 345	100%
Homme	*938 968*	*51%*	*978 074*	*51%*	*999 271*	*51%*
Femme	*742 060*	*40%*	*766 569*	*40%*	*772 038*	*40%*
Personnes morales	*157 425*	*9%*	*168 248*	*9%*	*176 035*	*9%*
Epargne collectée au cours de l'année	254 172 606 027	100%	285 735 039 334	100%	309 505 980 632	100%
Homme	*142 026 254 141*	*56%*	*156 071 093 492*	*55%*	*163 415 218 077*	*53%*
Femme	*70 783 910 205*	*28%*	*81 853 072 374*	*29%*	*86 847 437 078*	*28%*
Personnes morales	*41 362 441 681*	*16%*	*47 810 873 468*	*17%*	*59 243 325 477*	*19%*
Effectif total des employés	4 139	100%	4 289	100%	4 490	100%
Dirigeants	*517*	*12%*	*445*	*10%*	*327*	*7%*
Autres employés	*3 622*	*88%*	*3 844*	*90%*	*4 163*	*93%*

Source : Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés

Annexe 3 : Agrégats macro-économiques des SFD

Indicateurs macroéconomiques (en millions de francs CFA)	2014	2015	2016	2017
Intérêts reçus	40 836	43 169	47 958	54 021
Intérêts versés	7 853	7 979	8 127	9 460
Intérêts nets (SIFIM)	32 983	35 189	39 831	44 560
Produit des prestations de services	16 691	19 298	20 881	23 332
Production totale	**49 673**	**54 487**	**60 712**	**67 892**
Consommations intermédiaires	**14 149**	**15 912**	**17 126**	**15 923**
Valeur ajoutée	**35 524**	**38 576**	**43 586**	**51 969**
Salaires	**23 294**	**25 678**	**27 108**	**26 796**
Impôts et taxes	**999**	**2 057**	**1 455**	**2 422**
EBE	**11 231**	**10 841**	**15 023**	**22 751**
Valeur ajoutée Secteur Financier	**210 339**	**246 039**	**263 914**	**311 508**
Poids sur le Secteur Financier	17%	11%	17%	17%
PIB au prix du marché	**9 775 039**	**10 508 650**	**11 251 675**	**12 264 865**
Contribution au PIB	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Taux de croissance	3,9%	6,5%	7,5%	8,9%
Contribution à la croissance	0,01%	0,03%	0,03%	0,04%

Source : Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés

Annexe 4 : Production de crédit selon l'objet et le secteur d'activités

Montant en milliers de F CFA	2015		2016		2017	
	Valeurs	*%Poids*	*Valeurs*	*%Poids*	*Valeurs*	*%Poids*
OBJETS						
Crédits immobiliers	6 499 111	1,9%	7 026 760	1,7%	6 080 697	1,4%
Crédits d'équipement	77 113 382	22,3%	110 346 147	26,5%	108 926 547	25,3%
Crédits à la consommation	64 614 702	18,6%	79 924 425	19,2%	17 653 945	4,1%
Crédits de trésorerie	164 910 395	47,6%	179 459 499	43,2%	266 417 003	62,0%
Autres	33 399 552	9,6%	31 271 125	7,5%	30 680 030	7,1%
SECTEURS D'ACTIVITES						
Agriculture, sylviculture et pêche	39 054 935	11,3%	41 610 411	10,0%	44 964 023	10,5%
Industries extractives	11 688	0,0%	11 115	0,0%	47 230	0,0%
Industries manufacturées	12 365 202	3,6%	14 156 744	3,4%	24 834 968	5,8%
Bâtiment et travaux publics	39 876 683	11,5%	41 876 661	10,1%	50 220 888	11,7%
Commerce, restaurants, hôtels	189 609 422	54,7%	211 731 347	50,9%	241 045 641	56,1%
Electricité, gaz, eau	845 092	0,2%	754 333	0,2%	505 957	0,1%
Transports, entrepôts et communications	14 404 054	4,2%	47 404 694	11,4%	17 666 170	4,1%
Assurances, services aux entreprises	10 197 221	2,9%	14 265 460	3,4%	3 464 856	0,8%
Immobilier	2 447 961	0,7%	2 975 833	0,7%	3 696 652	0,9%
Services divers	37 724 884	10,9%	41 082 131	9,9%	43 311 838	10,1%
TOTAL	**346 537 142**	**100,0%**	**415 868 728**	**100,0%**	**429 758 222**	**100,0%**

Source : Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés

Annexe 5 : Emploi et gouvernance des SFD

Indicateurs	2015	2016	2017	EVOL 16/17
Effectif total des employés	4 139	4 289	4 490	5%
Dirigeants	*517*	*445*	*327*	*-27%*
Autres employés	*3 622*	*3 844*	*4 163*	*8%*
Nombre de membres d'organe	4 082	3 758	3 708	-1%
Conseil d'administration ou de l'organe équivalent	*1 793*	*1 631*	*1 598*	*-2%*
Conseil de surveillance	*1 041*	*949*	*932*	*-2%*
Comité de crédit	*1 095*	*983*	*958*	*-3%*
Autres comités créés par le Sfd	*153*	*195*	*220*	*13%*

Source : Direction de la Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés

Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés

Nous Contacter

+221 33 824 08 86

Rocade Fann Bel Air, Cerf Volant
BP 6350, Dakar Etoile

Email:drssfd@drs-sfd.gouv.sn

www.drs-sfd.gouv.sn

SUIVEZ NOUS
SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX